



Conseil économique et social

Distr. générale
7 décembre 2015
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixantième session

14-24 mars 2016

**Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »**

Déclaration présentée par Institut Jules-Destrée, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Mémoire de décisions

Notre objectif est d'établir des partenariats gagnant-gagnant avec l'ensemble des parties prenantes et de générer un Fonds de solidarité citoyenne afin d'améliorer le quotidien des femmes précarisées et donc celui de leurs enfants. Millennia2025 Solidari-Femmes résulte du Plan d'action de Millennia2015 pour l'autonomisation des femmes et l'égalité des genres construit avec le patronage de l'UNESCO.

Considérant que nous voulons travailler avec le Réseau international de chercheur-e-s volontaires de Millennia2025, en collaboration avec tous les organismes ou réseaux œuvrant déjà pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, nous avons réfléchi ensemble à la manière de construire Millennia2025 Solidari-Femmes lors de la conférence-action internationale que nous avons organisée à la Salle académique de la Faculté d'informatique de l'Université de Namur le samedi 25 avril 2015.

Nous formulons les recommandations suivantes :

Recommandation n°1

Les femmes et les filles en situation de précarité sont volontaires et actrices de leur vie dans l'espérance de leur mieux-être. Elles doivent recevoir de la part de l'ensemble des parties prenantes le respect de leur dignité, de leur intimité et de leur choix de vie. La prise en compte de l'énergie qu'elles développent pour améliorer les conditions de leur quotidien et celui de leurs enfants est stratégique pour l'avenir sociétal. Notre objectif est d'impliquer aussi les garçons et les hommes, notamment par la déconstruction dès le plus jeune âge des stéréotypes de genre afin de susciter une prise de conscience et d'appliquer l'égalité entre les femmes et les hommes.

Recommandation n°2

Nous voulons utiliser tous les outils pédagogiques et tous les niveaux d'enseignement pour rappeler que les femmes ont les mêmes droits humains que les hommes, que ce soit pour participer à la prise de décision et aux choix politiques, économiques, sociétaux qui construisent une société juste, équitable, durable, en appliquant l'égalité salariale et l'accès paritaire à tous les stades de la prise de décisions.

Recommandation n°3

La pauvreté affecte majoritairement les femmes. Elle n'est pas une fatalité et les personnes qui en sont victimes méritent le respect. Elles doivent être reconnues dans leur difficulté sans être jugées. Les inégalités entre les sexes sont un facteur déterminant de la pauvreté, au Nord comme au Sud. La pauvreté doit faire l'objet d'analyses et de réponses intégrant la problématique du genre. Toutes les parties prenantes doivent se mobiliser pour construire un nouveau modèle « co » : coopération, cohésion, collaboration, coworking, etc. Nous œuvrons ensemble en solidarité créative pour mettre en œuvre un nouveau paradigme : dans l'optique de Millennia2025 Solidari-Femmes, 1 + 1 fait plus que 2. Si nous ne luttons pas ensemble aujourd'hui contre la pauvreté structurelle, nous maintiendrons une société inégalitaire et sans aucune perspective d'avenir pour les générations futures.

Recommandation n°4

La mise en œuvre de solutions innovantes pour sortir de la pauvreté doit devenir un point focal de toutes les politiques et de toutes les parties prenantes, incluant l'éducation, l'éthique, le respect, la formation continue, avec pour objectif le progrès commun vers un développement durable au plan global.

Résolutions

1. Il faut analyser les causes de la pauvreté avant que les femmes ne tombent dans le cycle de la précarité.
2. Il faut garantir aux femmes le respect de leurs droits et de leur autonomie légale afin qu'elles ne soient pas victimes de l'obscurantisme et du patriarcat dans leur accès à l'éducation et à l'emploi.
3. Il faut construire tous les outils et processus de sortie de la pauvreté en collaboration avec les personnes concernées afin de générer l'appropriation de ces mécanismes proposés dans le respect de la vie privée.
4. Il faut dénoncer, stigmatiser et condamner toutes les violences faites aux femmes – verbales, psychologiques, physiques, sexuelles, économiques – et en condamner les auteurs par tous les moyens légaux.
5. Il faut établir définitivement l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, en commençant par les bas salaires.
6. Il faut ancrer l'autonomisation économique des femmes, tant par les opportunités de formation et d'emploi, que par l'amélioration des statuts légaux incluant les droits des femmes, favorisant la participation et l'inclusion des femmes dans les processus décisionnels économiques.
7. Il faut vérifier l'application de toutes les lois en intégrant l'égalité entre les femmes et les hommes, considérant que les politiques en matière d'égalité des genres constituent un investissement à long terme.
8. Il faut développer et renforcer les compétences des femmes au niveau du monde numérique, outil essentiel de leur autonomisation.
9. Il faut valoriser les compétences des femmes des pays du Sud, organiser la solidarité créative et contribuer à leur autonomie économique par des formations collaboratives.
10. Il faut développer et exploiter les moyens de communication, l'accès à l'information pour toutes les femmes : un téléphone, une femme, une femme, un téléphone, notamment dans tous les domaines de la santé.